



Coalition for the International Criminal Court

**Pour plus d'informations, veuillez contacter :**

**Au Rwanda :** Job Nzovu Ruzage  
Directeur exécutif  
Association Human Rights First Rwanda  
Tel: +250-788-623-625  
E-mail: [hrrfrcg@yahoo.com](mailto:hrrfrcg@yahoo.com)

**En RDC : Armel Luhiri**  
Chargé de liaison pour les pays en situation francophones  
Coalition pour la CPI  
Tel: +243-998-623-650  
E-mail: [luhiriri@coalitionfortheicc.org](mailto:luhiriri@coalitionfortheicc.org)

**Au Bénin : Francis Dako**  
Coordonnateur régional pour l'Afrique  
Coalition pour la CPI  
Tel: +229-21-32-28-06  
E-mail: [dako@coalitionfortheicc.org](mailto:dako@coalitionfortheicc.org)

**À New York :** Brigitte Suhr  
Directrice des programmes régionaux  
Coalition pour la CPI  
Tel: (+1) 646-465-8540  
Email: [suhr@coalitionfortheicc.org](mailto:suhr@coalitionfortheicc.org)

**À La Haye :** Oriane Maillet  
Directrice de la communication  
Coalition pour la CPI  
Tel: (+31) 70 311 10 82  
[maillet@coalitionfortheicc.org](mailto:maillet@coalitionfortheicc.org)

**POUR DISTRIBUTION IMMÉDIATE**

Le 5 décembre 2011

### **La Coalition mondiale appelle le Rwanda à Rejoindre la Cour pénale internationale**

*Adhérer au Statut de Rome renforcera la lutte contre l'impunité pour les crimes graves*

**New York, États-Unis/ Bukavu, RDC** – La Coalition pour la Cour pénale internationale appelle aujourd'hui le Rwanda à démontrer son engagement pour la lutte mondiale contre l'impunité en adhérant au Statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI) - première et unique cour permanente internationale en mesure de juger les crimes contre l'humanité et le génocide.

Le Rwanda est l'un des pays cibles de la Campagne de ratification universelle (CRU) de la Coalition pour décembre 2011, une campagne lancée chaque mois visant à encourager les pays à rejoindre le Statut de Rome - le traité fondateur de la CPI.

Dans une lettre datée du 5 décembre 2011 au président rwandais S.E. Paul Kagamé, la Coalition – un réseau mondial de plus de 2.500 organisations non gouvernementales et d'organisations de la société civile présentes dans 150 pays oeuvrant pour une CPI, juste, efficace et indépendante et un accès amélioré à la justice des victimes de génocide, crimes de guerre et crimes contre l'humanité - a exhorté le gouvernement du Rwanda à faire de l'adhésion au Statut de Rome une priorité.

« Le Rwanda est l'exemple même de l'État africain qui a lutté contre l'impunité pour les crimes internationaux commis sur son territoire en 1994, ainsi nous espérons que le gouvernement du Rwanda avancera dans le processus de ratification du Statut de Rome », a déclaré Armel Luhiri, chargé de liaison pour les pays en situation francophones à la CCPI. « Trente trois États africains ont apporté leur soutien à la Cour et travaillent activement pour qu'elle réponde aux attentes mondiales de rendre justice aux victimes d'atrocités. Le Rwanda ne devrait plus faire partie de cette minorité, en baisse, des États d'Afrique encore en dehors du système de la CPI. Au contraire, nous appelons le Rwanda à saisir cette opportunité pour garantir qu'aucun crime grave n'arrivera plus au Rwanda, ou si cela devait être le cas, que justice serait rendue ».

Le traité de la CPI est entré en vigueur en 2002. Sa compétence n'est pas rétroactive. La Cour reconnaît que les États ont la responsabilité première d'enquêter et de poursuivre les crimes internationaux. Ce n'est que lorsque les États sont incapables ou n'ont pas la volonté de le faire que la Cour peut intervenir.

« En accédant au Statut de Rome, le gouvernement rwandais prendrait une mesure décisive illustrant son engagement dans la lutte contre l'impunité pour les crimes graves au Rwanda et dans le monde entier », a déclaré M. Job Nzovu Ruzage, directeur exécutif de l'Association Human Right First Rwanda. « Nous avons pris des mesures importantes dans la reconstruction de notre État, et il est temps de prendre cet engagement décisif. »

À ce jour, 120 États du monde entier ont rejoint le Statut de Rome, le Cap-Vert, la Moldavie, les Philippines et Vanuatu étant les plus récents. Les responsables rwandais ont participé au préalable aux sessions de l'Assemblée des États parties de la CPI et ont également participé à la Conférence de révision du Statut de Rome de 2010.

Après son adhésion, le Rwanda serait en mesure de participer à l'Assemblée annuelle des États parties de la CPI en tant qu'État partie, assemblée durant laquelle d'importantes décisions concernant l'administration de la Cour sont

prises, y compris sur l'élection des juges et des autres responsables de la Cour.

**Contexte :** La CPI est la première cour internationale permanente chargée de poursuivre les crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide. Au cœur du mandat de la Cour est le principe de complémentarité, qui soutient que la Cour n'interviendra que si les systèmes juridiques nationaux sont incapables ou n'ont pas la volonté d'enquêter et de poursuivre les auteurs de génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre. Il existe actuellement 7 enquêtes en cours devant la Cour : la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, le Darfour (Soudan), l'Ouganda, le Kenya, la Libye et la Côte d'Ivoire. La CPI a publiquement émis 19 mandats d'arrêt et 9 citations à comparaître. Trois procès sont en cours. Le Bureau du Procureur a déclaré examiner au moins huit situations sur 4 continents, y compris en Afghanistan, en Colombie, en Géorgie, en Guinée, au Honduras, en République de Corée, au Nigeria, et en Palestine.

La Coalition pour la Cour pénale internationale est un réseau d'organisations de la société civile présentes dans 150 pays travaillant en partenariat pour renforcer la coopération internationale avec la CPI; s'assurer que la CPI est juste, efficace et indépendante; rendre la justice à la fois visible et universelle, et promouvoir le renforcement des lois nationales qui permettent de rendre justice aux victimes de crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide.

Pour plus d'informations, visitez : [www.coalitionfortheicc.org](http://www.coalitionfortheicc.org).

###